

AKTUELL

NUCLÉAIRE - SORTIE OU RENTRÉE ?

Énergie fantôme

Raymond Klein

Sortie du nucléaire en Allemagne, relance en France. Tour d'horizon des avancées de cette ressource énergétique controversée et mise en contexte.

Le samedi 15 avril 2023 entrera-t-il dans l'histoire comme le début de la fin de l'énergie nucléaire ? C'est en tout cas le jour où l'Allemagne parachèvera sa sortie, après une ultime prolongation pour trois réacteurs dans le contexte de la guerre en Ukraine (woxx 1703). Rappelons qu'auparavant, une première sortie avait été décidée en 2000 par Rot-Grün, annulée par Angela Merkel en 2010 et relancée par la chancelière en 2011, en réaction à la catastrophe de Fukushima. Un zigzag politique qui nous rappelle que les dates historiques ne se déterminent pas au présent, et que des revirements, dans un sens comme dans l'autre, sont toujours possibles.

L'Europe en jaune et vert

Actuellement, malgré la sortie allemande, l'énergie nucléaire semble avoir le vent en poupe. Ainsi, l'Union européenne l'a incluse, avec le gaz naturel, dans sa taxonomie verte des « investissements durables » – une décision contre laquelle des procédures juridiques sont en cours à l'initiative de l'Autriche (soutenue par le Luxembourg) et de Greenpeace. La proposition de réforme du marché européen de l'électricité, supposée stabiliser les prix après un an et demi de flambée, pourrait également favoriser le nucléaire. Comme le rapporte Euractiv, la Commission prévoit en effet des « couloirs de prix », avec non seulement des plafonds, mais aussi des planchers : de tels prix minimaux, garantis par les budgets publics, réduiraient les risques à moyen terme liés aux investissements nucléaires. La France espère même subventionner ainsi ses anciennes centrales, rentabiliser le prolongement à 60 ans de leur exploitation et renflouer les caisses d'EDF.

Toujours au niveau européen, la bataille fait rage autour du « Net Zero Industry Act » : la Commission européenne n'a pas inclus le nucléaire dans les « technologies stratégiques » permettant de réduire les émissions de CO₂ de l'industrie. Or, une des applications promues par les pronucléaires est justement la production par électrolyse d'hydrogène « vert-jaune », utilisable notamment dans les processus industriels (voir aussi woxx 1725).

L'affirmation que « chaque mégatonne de CO₂ économisée compte »

des militant-es climatiques peut facilement être reprise comme argument en faveur du nucléaire, alors que les émissions qui y sont liées sont nettement plus faibles que pour les ressources carboniques. C'est ce qu'a fait le directeur de l'Agence internationale de l'énergie Fatih Birol, en déclarant lors d'une conférence que les États membres de l'UE opposés au nucléaire « devront s'asseoir et faire une auto-critique sérieuse » (Euractiv). C'est aussi ce que font les adeptes du nouveau mouvement « éco-moderniste » RePlanet : d'après le « Guardian », ils et elles sont favorables au végétarisme et aux « solutions technologiques » comme les organismes génétiquement modifiés et... le nucléaire. Et auraient contribué au revirement d'opinion aux Pays-Bas et en Finlande, où même le parti vert s'est déclaré en faveur de cette ressource énergétique en 2022.

Plus près du Luxembourg, le gouvernement belge (avec participation des partis verts) a entamé la procédure pour prolonger l'exploitation des réacteurs Tihange 3 et Doel 4. Surtout, la centrale de Cattenom, pourtant affectée par de multiples pannes et défauts (woxx 1672), doit voir son autorisation d'exploitation étendue jusque vers le milieu du siècle. Or, malgré ces « avancées » pronucléaires, tout le monde n'est pas convaincu que s'amorce une « renaissance » de cette forme d'énergie.

« Un rôle qui a diminué jusqu'à l'insignifiance au sein du marché des technologies de production d'électricité », c'est ainsi qu'est qualifiée l'industrie nucléaire dans une interview de Mycle Schneider (www.heise.de/-7657984). L'expert publie depuis 2007 un rapport annuel sur l'état du nucléaire dans le monde – celui de 2022 avait été présenté dans le woxx 1704. Sur le site d'information technologique allemand, il revient sur l'enthousiasme pronucléaire apparent : « L'énergie atomique est une promesse séduisante, (...) mais fait l'impasse sur des principes de base de la physique, de l'ingénierie et de l'économie. » Il estime que les projets de construction de nouveaux types de réacteurs comme les EPR2 ou les « petits réacteurs modulaires » sont trop chers et trop longs à mettre en œuvre pour pouvoir contribuer aux réductions d'émissions de CO₂. Et rappelle que même dans les enquêtes d'opinion françaises, la popularité des énergies solaire et éolienne dépasse de loin celle du nucléaire.

SHORT NEWS

Regierung prüft neues Glyphosatverbot

(ja) – Vergangenen Freitag reagierte die Regierung auf das Glyphosaterteil des Verwaltungsgerichtshofes. Dieser hatte am 30. März geurteilt, dass das Pflanzenschutzmittel wieder in Luxemburg erlaubt ist. Gemeinsam mit einem nicht näher benannten Forschungspartner prüfen Umwelt- und Agrarministerium nun ein neues Verbot. Außerdem besteht nun ein Ausbringungsverbot für Glyphosat in den engeren und weiteren Trinkwasserschutzgebieten. Luxemburgs Landwirt*innen und Winzer*innen hätten gezeigt, dass sie ohne Glyphosat wirtschaften können, die Regierung „ermutige sie daher, diesen Weg weiter zu beschreiten“, wie es in einer Pressemitteilung hieß. Außerdem wolle man sich auf europäischer Ebene dafür einsetzen, dass die Zulassung von Glyphosat nicht verlängert wird. Die beiden Umweltschutzorganisation Greenpeace und Mouvement écologique bedauerten in separaten Pressemitteilungen, dass die Regierung nicht gleich ein neues Verbot aussprach. Der Méco nennt dies „inkonsequent“ und beruft sich auf „gut informierte Kreise“, laut denen ein neues Verbot mit besserer Argumentation durchaus möglich gewesen wäre. Auch Greenpeace unterstreicht, Landwirtschaftsminister Claude Haagen (LSAP) müsse sich „juristisch besser beraten lassen“ und ein neuerliches Glyphosatverbot aussprechen. Beide Organisationen betonen, dass das Verbot ein Versprechen im Koalitionsabkommen der aktuellen Regierung war.

Bénédicte Savoy und Régis Moes zu Raubkunst

(is) – Nächsten Donnerstag empfängt die Nationalbibliothek hohen Besuch: Die Kunsthistorikerin Bénédicte Savoy ist zur Debatte „Le long combat de l'Afrique pour son art. Histoire d'une défaite postcoloniale ?“ geladen, durch den Abend führt der Historiker Régis Moes vom Nationalmuseum für Kunst und Geschichte (MNHA). Savoy wurde einem breiten Publikum 2018 bekannt, als sie mit Felwine Sarr im Auftrag des französischen Staatspräsidenten Emmanuel Macron einen Bericht über die Restitution afrikanischer Kulturgüter erarbeitete. Dies führte zu einer öffentlichen Diskussion über den institutionellen und politischen Umgang mit illegitim erworbenen Exponaten, der die Kulturwelt seit Jahrzehnten umtreibt – immerhin verfügen europäische Staaten schätzungsweise über bis zu 90 Prozent des afrikanischen Kulturerbes. Für Savoy und Sarr ist die Aufarbeitung der kolonialen Vergangenheit eine der größten Herausforderungen des 21. Jahrhunderts; das MNHA nahm sich dieser zuletzt in der Ausstellung „Le passé colonial du Luxembourg“ an, indem es Luxemburgs Verstrickungen in Kolonien erörterte. Das MNHA verfügt selbst nachweislich über zwei Raubgüter aus Afrika in seiner Sammlung. Die Restitution dieser und weiterer Objekte aus der Sammlung Spring an das Nationalmuseum von Tanzania in Dar-es-Salam wurde 2022 angeboten. Ob sie inzwischen vollzogen wurde, ist der woxx nicht bekannt. Wie es um die allgemeine Debatte über die Rückgabe afrikanischer Kulturgüter steht, verrät Bénédicte Savoy hingegen am 20. April ab 19 Uhr auf Französisch.

Les menaces sur l'économie se multiplient

(fg) – Ce ne sont pas les dix plaies d'Égypte, mais les nuages s'amoncellent au-dessus de l'économie luxembourgeoise. Dans l'industrie, 350 emplois sont menacés chez Husky Technologies, Dupont Teijin Films ou John Zink. S'il y a des raisons propres à chaque entreprise expliquant cette situation, elles mettent toutes en avant les mêmes maux : difficulté dans les chaînes d'approvisionnement, retour du protectionnisme (notamment aux États-Unis) et coût prohibitif de l'énergie. La situation apparaît suffisamment sérieuse au gouvernement, au patronat et aux syndicats pour justifier la tenue d'une tripartite sectorielle ce 19 avril. L'immobilier et la construction marquent pour leur part le pas après des années fastes qui ont vu fleurir les chantiers et les prix de l'habitat atteindre des niveaux stratosphériques. La hausse des taux d'intérêt a mis un coup d'arrêt à cette croissance et les nouvelles mises en construction sont tombées quasiment à zéro, menaçant des milliers d'emplois, selon les professionnels des deux secteurs, qui réclament notamment des mesures de chômage partiel. La hausse des taux d'intérêt est aussi une menace pour le secteur financier non bancaire, qui concentre 50 % des actifs mondiaux, selon une note publiée par le FMI le 4 avril. Les fonds d'investissement, pour lesquels le Luxembourg est le deuxième acteur mondial, seraient lourdement affectés en cas de crise majeure, ce qui pourrait s'avérer catastrophique pour l'économie nationale.